



## Perspectives chinoises

2007/2 | 2007

Hong Kong, dix ans après la rétrocession

---

Christine Loh et Civic Exchange (éd.), *Functional Constituencies: A Unique Feature of the Hong Kong Legislative Council*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2006, 390 p.

H. Christoph Steinhardt

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2913>

ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2007

ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

H. Christoph Steinhardt, « Christine Loh et Civic Exchange (éd.), *Functional Constituencies: A Unique Feature of the Hong Kong Legislative Council*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2006, 390 p. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/2 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2008, consulté le 22 avril 2019.  
URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2913>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

## Christine Loh et Civic Exchange (éd.), *Functional Constituencies: A Unique Feature of the Hong Kong Legislative Council*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2006, 390 p.

H. Christoph Steinhardt

---

- 1 Comme le suggère le titre de cet ouvrage collectif, les collèges socio-professionnels (CSP, en anglais *Functional Constituencies*) pour l'élection du parlement hongkongais, le Conseil législatif (*Legislative Council*, Legco), constituent effectivement une caractéristique propre à Hong Kong et sans équivalent dans les régimes politiques modernes. Aujourd'hui, seuls 50 % des sièges du Legco sont élus par les circonscriptions géographiques (CG). L'autre moitié des députés est élue par les CSP, composés majoritairement de membres représentant les secteurs économiques. De même, les «élections par soussecteurs» – ESS, «pendants» des CSP – désignent la majorité des membres du Comité électoral qui élit le Chef de l'exécutif. Les électeurs des CSP et des sous-secteurs sont soit des individus, soit des personnes morales affiliées à ces sous-secteurs<sup>1</sup>. D'après la définition en vigueur, l'électorat potentiel des CSP et aux ESS ne représente qu'une fraction de la population hongkongaise ayant le droit de vote dans les CG.
- 2 L'orientation et la vitesse du processus de démocratisation, et par conséquent l'avenir des CSP, ont fait l'objet de vifs débats. On est donc surpris de constater que, jusqu'à une date récente, aucune recherche n'ait été menée sur les CSP et les députés. Cela peut partiellement s'expliquer par certains aspects de la législation qui laissent à penser que le système des CSP n'a pas été conçu pour être transparent. Les chercheurs frustrés pouvaient soit «baisser les bras» (p. 3), soit employer des moyens indirects, mais plus coûteux. En compilant cet ouvrage collectif de près de 400 pages, le think tank hongkongais Civic Exchange et sa présidente Christine Loh ont ainsi ouvert la voie à ce

champ d'études et contribué au débat actuel sur le devenir politique de Hong Kong. Civic Exchange a rassemblé un certain nombre de chercheurs pour faire la lumière sur le système des CSP, en offrant des perspectives croisées d'un point de vue légal, politique, économique, sociologique et historique. Le lecteur ne saurait s'y tromper: les auteurs ne sont pas en faveur du statu quo. En effet, l'ensemble de leurs arguments, qui repose sur un corpus de recherches pour le moins solide, vise à souligner les effets pervers d'un tel arrangement politique. Les auteurs font la preuve que les CSP ne sont en rien justifiés, contrairement à ce qu'on laisse entendre trop souvent. Ils mettent également en lumière un grand nombre de contradictions ainsi que des inégalités aussi diverses et variées qu'ahurissantes et problématiques. L'un des principaux arguments de ce livre consiste ainsi à dire que la raison d'être des CSP est purement politique. Ceux-ci existent précisément pour assurer « la présence d'un camp conservateur suffisamment important pour faire barrage aux demandes d'accélération des réformes démocratiques » (p. 331). Si d'autres observateurs partagent la même opinion, cette publication est, en revanche, la seule à montrer concrètement en quoi l'institution des CSP influence la vie politique hongkongaise.

- 3 L'ouvrage comprend dix chapitres. Après l'introduction de Christine Loh, les deux premiers chapitres, écrits respectivement par Loh et Goodstadt, passent en revue le passé colonial qui a donné naissance à l'actuel système des CSP. Sur naissance à l'actuel système des CSP. Sur la base d'études récentes et d'analyses de documents du Gouvernement, ils soulignent comment l'alliance entre les autorités politiques et le monde des affaires, propre à l'économie politique de l'ère coloniale, s'est reconfigurée dans le système des CSP. Goodstadt sous-entend (p. 44-46) que les groupes d'affaires, dominés par les Britanniques, étaient une composante décisive qui a notamment fait échouer les projets de démocratisation initiés par le premier gouverneur de l'après-guerre. Même si l'on voit bien en quoi ces initiatives réformatrices allaient contre l'intérêt de ces groupes d'affaires, les arguments à l'appui de la thèse de l'auteur et l'historique des décisions mériteraient d'être plus clairement exposés. Le chapitre 3, de Young et Law, fait le point sur la rationalité et les fondements légaux des CSP, leur développement depuis leur création en 1985, l'identification et le regroupement des fonctions, les différentes tailles de CSP et de leur électorat, qui a pour caractéristique proprement unique d'être composé de personnes morales. Pour ces auteurs, le système des CSP est injuste à plus d'un titre et manque de cohérence dans la représentation, raisons pour lesquelles il est aussi aléatoire qu'illogique. Young, au chapitre 4, fait une étude détaillée et critique des législateurs ainsi désignés et du mode de scrutin des CSP, considérés à la lumière de critères tels que la responsabilité, le service public et la représentativité. Li et Kat dans le chapitre 5 offrent une discussion claire et pertinente sur le statut légal des CSP et montrent que ces derniers reposent sur des fondements somme toute assez faibles. DeGolyer présente les résultats de son enquête méthodologiquement stimulante sur les électeurs aussi bien des CSP que des CG dans le chapitre 6 et compare dans le détail les caractéristiques démographiques ainsi que les comportements des deux groupes. De cette multitude de résultats intéressants, on relèvera qu'une large part des électeurs des CSP et des CG sont en faveur d'élections entièrement directes pour le Legco et le Chef de l'exécutif et cela aussi tôt que possible. Parallèlement (et de façon contradictoire), une autre part non moins importante est pour le maintien des CSP, ce qui a d'ailleurs été prouvé par une précédente étude<sup>2</sup>. On regrette malheureusement que DeGolyer n'ait pas poussé plus avant l'analyse des possibles raisons et des implications des résultats de son enquête. Au chapitre 7, Kwok et Chow procèdent à une évaluation détaillée du rôle que jouent les membres du Legco élus

par les CSP dans l'élaboration des politiques sociales. Ils en concluent – de façon attendue au vu des arguments mis en avant dans les deux premiers chapitres – que les législateurs des CSP ont tendance à voter dans le sens du Gouvernement et dans l'intérêt des employeurs. Les élus des CSP se montrent particulièrement intraitables lorsque ce sont les intérêts de leur propre secteur qui sont en jeu et comparativement inactifs dans le cas contraire. Cela va dans le sens de l'analyse faite par Georg Simmel au XIX<sup>e</sup> siècle de la représentation par groupes, qui contrairement à la représentation par circonscription géographique, n'encourage pas «là se soucier des intérêts divers et variés d'autrui ni ne pousse au compromis<sup>3</sup>» Sur le sujet de l'élaboration des politiques économiques, Latter offre une analyse des performances des législateurs des CSP au chapitre 8. De façon générale, il confirme les conclusions de Kwok et Chow sur les tendances de vote. Mais Latter ajoute que les représentants des CSP légifèrent avec un « biais explicitement interventionniste » (p. 272). Dans le chapitre 9, van der Kamp et Lai s'érigent contre l'argument selon lequel les législateurs des CSP ont tout à gagner d'un environnement économique efficace. Les preuves qu'ils ont réunies donnent à penser, au contraire, que la représentation des CSP est faite de telle sorte que ces derniers soutiennent les intérêts des communautés d'affaires et les politiques clientélistes. Ils montrent aussi comment les législateurs des CSP sont directement responsables de la politique des prix des cartels et d'autres acteurs monopolistiques, de subventions industrielles douteuses, et des pressions qui s'exercent sur la planification urbaine. Dans le chapitre 10, l'Association du barreau de la ville de New York s'oppose aux partisans de la pérennisation des CSP, à travers une comparaison avec le système électoral américain. Les arguments de ces partisans demeurent d'ailleurs assez courants, comme le révèle un examen régulier des médias de Hong Kong<sup>4</sup>. La conclusion est signée de Christine Loh. Sur la base des arguments étayés au long des chapitres, elle résume les raisons qui la poussent à affirmer que les CSP n'apportent rien de bon à Hong Kong. Elle développe, pour finir, les propositions du Civic Exchange sur les possibles changements à apporter au système des élections des CSP en 2008 tout en tenant compte des contraintes imposées par le gouvernement central en 2004 et celles révélées au travers des chapitres. Le livre est accompagné d'un CD-ROM qui comprend 28 appendices dans lesquels le lecteur trouvera en détail les résultats des enquêtes que les auteurs n'ont pas pu inclure dans leurs contributions respectives.

- 4 Toutes les études réunies dans ce volume sont originales et généralement bien menées. On ne manque pas d'être impressionné par la somme de preuves empiriques collectées. Les meilleures contributions sont certainement celles de Loh ainsi que le chapitre de van der Kamp et Lai parce que ces auteurs ont su allier des arguments solides à une écriture efficace. Bien entendu cet ouvrage a aussi ses faiblesses. Parfois le lecteur aurait souhaité une rédaction plus fluide, resserrée sur les points essentiels. Cela est particulièrement vrai pour les chapitres 3 et 7. En dépit de l'intérêt que représentent ces deux recherches, seuls des lecteurs très patients auront le courage de les lire de bout en bout. Par ailleurs, il manque à cet ouvrage un chapitre dans lequel auraient été analysées dans le détail les élections des sous-secteurs qui composent le Comité électoral, ce dernier étant l'organe qui élit le Chef de l'exécutif.
- 5 Ce livre constitue néanmoins une lecture indispensable pour quiconque s'intéresse à la vie politique hongkongaise. Nullement destiné à l'usage exclusif d'un petit cercle de chercheurs, il vise un public plus large et, dans cette optique, on comprend que les auteurs n'aient pas jugé utile de s'étendre sur les implications du cas hongkongais pour la science politique en général. Mais cet ouvrage contient une somme de matériaux

inestimables pour des chercheurs qui veulent comparer les processus de démocratisation, l'économie politique et l'institutionnalisation, autant de questions pour lesquelles Hong Kong représente un cas d'étude fascinant.

- 6 On pourrait souhaiter que le travail accompli dans ce volume encourage l'autre bord politique de Hong Kong à produire des recherches d'un niveau équivalent. Si ses représentants venaient à présenter leurs points de vue de façon argumentée, ils apporteraient sans nul doute une autre perspective aux questions pressantes et inévitables de la réforme politique à Hong Kong. Cela constituerait une évolution plus saine et permettrait de renforcer les tenants d'un débat constructif contre le marketing politique et la politique politicienne ambiants.
- 7 Traduit de l'anglais par Émilie Tran

---

## NOTES

1. 1. Pour une vue d'ensemble des CSP, les ESS correspondants et les modes de scrutin, voir Electoral Affairs Commission, «Relationship of the 28 Functional Constituencies and 38 Election Committee Subsectors», *Electoral Affairs Commission*, <http://www.elections.gov.hk/elections/ec2006/en/index.htm> (consulté le 13 mai 2007).
2. 2. Joseph Chan et Elaine Chan, «Perceptions of Universal Suffrage and Functional Representation in Hong Kong: a Confused Public?», *Asian Survey*, vol. 46, n°12, 2006, p. 257-274.
3. 3. Cité dans Seymour M. Lipset, *Political Man: the Social Bases of Politics*, Garden City, Doubleday, 1983.
4. Par exemple, Klaudia Lee, «Banker Defends LegCo Professional Groups», *South China Morning Post*, 6 mai 2007.